

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT  
D'EURE ET LOIR  
ARRONDISSEMENT  
DE CHARTRES  
**COMMUNE  
D'AUNEAU-  
BLEURY-SAINT-  
SYMPHORIEN**

Envoyé en préfecture le 21/09/2020  
Reçu en préfecture le 21/09/2020  
Affiché le  
ID : 028-200056463-20200915-20\_118-DE

SLO



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 15 SEPTEMBRE 2020

<b>Date de convocation :</b> <b>9/09/20</b>	L'an deux mille vingt Le mardi quinze septembre à vingt heures trente				
<b>Date d'affichage :</b> <b>21/09/20</b>	Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni au Foyer Culturel en séance publique sous la présidence de Jean-Luc DUCERF, Maire				
NOMBRE DE CONSEILLERS	En exercice	Présents	Pouvoirs	Votants	Absent
	33	30	2	32	1
<b>DELIBERATION N°20/118</b>					

### ETAIENT PRESENTS : (30)

Youssef **AFUADAS**  
Jean-Pierre **ALCIERI**  
Catherine **AUBIJOUX**  
Gilberte **BLUM**  
Christiane **CHEVALLIER**  
Cécile **DAUZATS**  
Yoann **DEBOUCHAUD**

Dominique **DESHAYES**  
Joseph **DIAZ**  
Amandine **DUBAND**  
Patrick **DUBOIS**  
Jean-Luc **DUCERF**  
Valérie **DUFRENE**  
Benjamin **DUROSAU**

Bruno **EQUILLE**  
André **FRANCIGNY**  
Joël **GEOFFROY**  
Frédéric **GRIZARD**  
Fabienne **HARDY HOUDAS**  
Stéphane **HOUDAS**  
Claudine **JIMENEZ**  
Florence **LE HYARIC**

Stéphane **LEMOINE**  
Dominique **LETOUZE**  
Steeve **LOCHET**  
Rodolphe **PERROQUIN**  
Frédéric **ROBIN**  
Sylvie **ROLAND**  
Christelle **TOUSSAINT**  
Robert **TROUILLET**

### ABSENTS AYANT DONNE UN POUVOIR : (2)

Sylviane **BOENS** a donné pouvoir à Benjamin **DUROSAU**  
Marie-Anne **HAUVILLE** a donné pouvoir à Frédéric **ROBIN**

### ABSENTS N'AYANT PAS DONNE DE POUVOIR : (1)

Nicole **MAKLIN**

### SECRETAIRE DE SEANCE :

Mme Sylvie **ROLAND** est désignée secrétaire de séance à l'unanimité.

## SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS – EXERCICE 2020

### RAPPORTEUR : M. LE MAIRE

### NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE :

Comme chaque année, le tableau d'attribution de subventions à diverses associations est soumis à l'approbation de l'assemblée.

Il est rappelé que lors du vote du Budget Primitif Principal de la Commune (M 14) 2020, en début de séance, il a été inscrit un montant global de 130 000 € au compte 6574 « Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé ».

Les montants proposés ont été préalablement soumis à l'avis de la commission Municipale « Finances – Economie Locale » du 2 septembre 2020 qui a statué sur les demandes formulées.

Il est procédé au vote, soumis à l'assemblée présente afin de d'approuver l'attribution des subventions aux associations qui en ont fait la demande.

**Après en avoir délibéré,**

Envoyé en préfecture le 21/09/2020

Reçu en préfecture le 21/09/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 028-200056463-20200915-20\_118-DE

ASSOCIATIONS	EFFECTIF	ACOMPTE VERSE 50% DE 2019 EN 2020	SUB 2020 DEMANDEE	SUBVENTION ACCORDEE PAR COMMISSION FINANCES	PROPOSITION COMMISSION POUR VERSEMENT FINAL	VOTE
4SFOOT	112	1500	4000	3500	2000	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
A VOS CISEAUX	31	300	1000	1000	700	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
ABSSY	78	250	2000	750	500	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
ADSBCA	13	250	1000	750	500	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
AE COCCINELLES	12	250	500	500	250	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
AMICALE SP AUNEAU	26	1000	2500	2000	1000	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
ASSISTANTES MATERNELLES		75	150	150	75	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
APE COURSAGET	16		700	250	250	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
AUNEAU FOOT	157	2500	8000	5000	2500	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
BIENVENUE	190	4250	12000	8500	4250	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
BOULE ALNELOISE	40	200	400	400	200	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
CAFES	18	8500	17000	10000	1500	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
CHB AUNEAU	224	5000	10000	10000	5000	M. Yoann DEBOUCHAUD se retire du vote. Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité.
CLUB LOISIRS 3 AGE	45	300	600	600	300	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
CLUB PHOTO						Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
COBRA TEAM	54	1500	5000	3000	1500	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
COMITE FETES		0	0	350	350	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
COOP ECOLES						
CROSS TRAINING	230	600	3000	1200	600	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
2 FEMMES DANS LE DESERT	3	0	4000	0	0	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
ESA BASKET	104	1000	6000	2000	1000	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
ESA CYCLISME	51	6750	15000	13500	6750	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
ESA JUDO	188	2500	5000	5000	2500	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
ESA KARATE	53	750	2000	2000	1250	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
ESA TENNIS	84	1750	4000	3500	1750	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
ESA TIR A L'ARC	68	250	3500	2500	2250	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
FITNESS CLUB	73	800	2000	2000	1200	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
FNACA	121	300	750	750	450	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Orléans ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. **Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet : <http://www.telerecours.fr>**

Transmis au Représentant de l'Etat



ASSOCIATIONS	EFFECTIF	ACOMPTE VERSE 50% DE 2019 EN 2020	SUB 2020 DEMANDEE	SUBVENTION ACCORDEE PAR COMMISSION FINANCES	POUR VERSEMENT FINAL	VOTE
GRAINES DE GV	80	1750	4000	3500	1750	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
HARMONIE D'AUNEAU	30	2300	4600	4600	2300	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
JEUNES SAPEURS POMPIERS	31	0	0	0	0	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
JUMELAGE CASTEL SYMPHORINOIS	19	350	700	700	350	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
JUMELAGE MAINTENON	106	50	100	100	50	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
LA COMPAGNIE DES PAPELOUS	41	500	1300	1000	500	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
LES AMIS DES ECOLES	47	750	4363	1500	750	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
LES CHORAU LNES	23	1250	2000	2000	750	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
LES GALIPETTES	40	250	500	500	250	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
NOS RACINES	15	0	150	150	150	M. Patrick DUBOIS se retire du vote. Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
PATRIMOINE ET VALLEE	112	50	500	500	450	Mme Gilberte BLUM se retire du vote. Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
PECHE	483	125	250	250	125	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
PNCAR	19	250	500	500	250	M. Patrick DUBOIS se retire du vote. Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
PREVENTION ROUTIERE		100	200	200	100	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
SCRAP'DECO	13	175	350	350	175	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
SECOURS CATHOLIQUE		0	200	0	0	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
TOP DANSE 28	14	0	0	0	0	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
UNC	78	225	500	500	275	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
VIVRE ET TRAVAILLER AUTREMENT			3714	3 000	3 000	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
VOIE DE LA LIBERTE		250	500	500	250	Après en avoir délibéré, adopté à l'unanimité
<b>TOTAL</b>		<b>48 950</b>	<b>134 527</b>	<b>99 050</b>	<b>50 100</b>	

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Orléans ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. **Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet : <http://www.telerecours.fr>**

## LE CONSEIL MUNICIPAL

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales (art. L.2311-7) ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales (art. L.2313-1-2°) ;
- VU l'avis de la Commission Municipale « Finances – Economie locale » en date du 2 septembre 2020 ;
- VU la délibération portant approbation du budget primitif 2020 de la commune du 14 février 2020 ;
- Ouï l'exposé de M. le Maire ;

**ARTICLE 1 : Alloue** les subventions telles qu'elles figurent dans le tableau ci-dessus à hauteur de 99 050 € sous réserve que soient produits par chaque bénéficiaire, les documents ou éléments manquants à ce jour au dossier de demande.

**ARTICLE 2 : VALIDE** le complément pour versement final à hauteur de 50 100 €.

**ARTICLE 2 : Précise** que ces montants seront imputés à l'article 6574 « Finances – Economie Locale » du Budget Communal (M14) de 2020.

Jean-Luc DUCERF

Maire d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien



Envoyé en préfecture le 21/09/2020

Reçu en préfecture le 21/09/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 028-200056463-20200915-20\_118-DE

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Orléans ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. **Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet : <http://www.telerecours.fr>**

Transmis au Représentant de l'Etat